

**Art. 3.** Wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, is artikel 10 van voormelde kaderwet van 15 juli 1970 opgeheven.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, op 7 mei 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie,  
KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Lokale Besturen,  
Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling, belast met Landinrichting,  
Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMAN

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken en Uitrusting,

A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën  
en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

F. 91 — 1538

22 NOVEMBRE 1990

**Arrêté de l'Exécutif régional wallon fixant les règles d'agrément des vidangeurs de fosses septiques**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 39;

Vu le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux industrielles et domestiques, notamment l'article 15;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution, donné le 4 juillet 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsides et de l'Eau,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1<sup>o</sup> « Ministre » : le Ministre de la Région wallonne qui a l'eau dans ses attributions;
- 2<sup>o</sup> « Administration » : la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.

**Art. 2.** Le Ministre peut accorder l'agrément à tout vidangeur qui se conforme aux dispositions du présent arrêté.

L'agrément est accordé pour une période de huit ans. A l'expiration de cette période, le vidangeur doit solliciter un nouvel agrément.

**Art. 3.** La demande d'agrément doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'Administration.

La demande contient :

- 1<sup>o</sup> l'identité et le statut juridique du demandeur;
- 2<sup>o</sup> son domicile ou l'adresse du siège social;
- 3<sup>o</sup> l'adresse du lieu de garage habituel de chaque véhicule;
- 4<sup>o</sup> le numéro d'immatriculation à la T.V.A.;
- 5<sup>o</sup> le numéro d'immatriculation au registre de commerce;
- 6<sup>o</sup> une photocopie du certificat d'immatriculation de chaque véhicule utilisé;
- 7<sup>o</sup> une note reprenant, pour chaque véhicule, les caractéristiques techniques de la cuve et des accessoires définis à l'article 4.

**Art. 4.** Tout véhicule utilisé par un vidangeur agréé doit répondre aux conditions techniques suivantes :

1<sup>o</sup> ne pas appartenir à la catégorie des véhicules lents définis par l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 15 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques;

2<sup>o</sup> être muni d'une cuve étanche d'une capacité d'au moins six mille litres répondant aux conditions énoncées au second alinéa.

La cuve doit être équipée :

- 1<sup>o</sup> d'un regard arrière ou latéral ainsi que d'une ouverture permettant un nettoyage aisé;
- 2<sup>o</sup> d'une jauge de volume;
- 3<sup>o</sup> d'une ou plusieurs soupapes casse-vide;
- 4<sup>o</sup> d'une ou plusieurs soupapes de surpression;
- 5<sup>o</sup> d'une pompe à vide;
- 6<sup>o</sup> d'une vanne à quatre voies permettant l'aspiration et le refoulement.

**Art. 5.** Le Ministre statue sur la demande d'agrément dont il est saisi et notifie sa décision au vidangeur, par lettre recommandée, au plus tard quatre mois après la date de réception de la demande par l'Administration.

En cas de refus, sa décision est motivée.

A défaut de notification dans le délai mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'agrément est réputé accordé.

**Art. 6.** Toute modification affectant un des éléments de la demande définie à l'article 3, second alinéa doit être immédiatement signalée à l'Administration par le vidangeur agréé.

**Art. 7.** L'identité et l'adresse du vidangeur agréé doivent figurer sur les véhicules et les documents de transport.

**Art. 8.** Le vidangeur agréé remet les gadoues à toute station d'épuration désignée par un organisme d'épuration agréé.

Il bénéficie de la gratuité du traitement s'il déverse uniquement des gadoues.

**Art. 9.** Le vidangeur agréé est autorisé à remettre les gadoues, aux fins d'épandage, à un agriculteur possédant un potentiel fertilisant, sous forme de déjections animales, inférieur ou égal à dix unités de gros bétail lorsque la station d'épuration la plus proche du lieu de la dernière vidange n'est pas techniquement en mesure de les recevoir.

L'agriculteur ne peut épandre ces gadoues que sur une superficie limitée au tiers de la superficie labourable de son exploitation. Sur cette superficie, il est autorisé à épandre annuellement un volume maximal de vingt mille litres de gadoues par hectare.

L'épandage des gadoues ne peut se faire que sur la base des dispositions arrêtées par l'Exécutif; il est interdit de manière générale sur des sols inondés, gelés, couverts de neige ou sur un sol dont la pente est supérieure à 2 %.

**Art. 10.** Un document de transport, établi par véhicule et en double exemplaire mentionne pour chaque opération de vidange :

- le numéro d'ordre de l'opération réalisée au moyen du véhicule concerné par rapport à la première opération du trimestre en cours;
- le nom et l'adresse du client dont la fosse septique a fait l'objet de la vidange;
- le volume des gadoues;
- l'identité, la fonction et la signature du responsable à qui les gadoues ont été remises ainsi que l'adresse du lieu de déversement.

Le document de transport est détenu à bord du véhicule et complété après chaque opération de vidange.

A la fin de chaque trimestre, le vidangeur agréé transmet à l'Administration un exemplaire des documents de transport établis au cours du trimestre écoulé.

**Art. 11.** L'agrément peut être suspendu si le matériel utilisé par le vidangeur ne répond pas ou plus aux prescriptions de l'article 4, si le vidangeur n'évacue pas les gadoues selon les moyens prescrits aux articles 8 et 9, ou s'il ne se conforme pas aux obligations définies aux articles 6, 7 et 10. En cas de récidive, l'agrément est retiré.

Toute décision portant suspension ou retrait d'agrément est motivée et notifiée au vidangeur par lettre recommandée.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 13.** Le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 novembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie, des P.M.E.  
et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsides  
et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN der BIEST

## ÜBERSETZUNG

D. 91 — 1538

**22. NOVEMBER 1990. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive  
zur Festlegung der Regeln in bezug auf die Zulassung von Faulgrubenentleerern**

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 39;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern, insbesondere des Artikels 15;

Aufgrund des Gutachtens des Beratenden Ausschusses für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung vom 4. Juli 1990;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Aufgrund des Vorschlags des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschüßen Arbeiten und dem Wasser,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. « Minister » : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört;
2. « Verwaltung » : Abteilung Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region.

**Art. 2.** Der Minister kann jedem Grubenentleerer, der sich an die Bestimmungen vorliegenden Erlasses hält, die Zulassung erteilen.

Die Zulassung wird für einen Zeitraum von acht Jahren erteilt. Nach Ablauf dieses Zeitraums muß der Grubenentleerer eine neue Zulassung beantragen.

**Art. 3.** Der Zulassungsantrag muß per Einschreiben bei der Verwaltung eingereicht werden.

Der Antrag enthält :

1. die Identität und die Rechtsstellung des Antragstellers;
2. den Wohnsitz des Antragstellers bzw. die Anschrift des Gesellschaftssitzes;
3. die Anschrift des Ortes, wo jedes Fahrzeug gewöhnlich untergestellt wird;
4. die Eintragungsnummer beim Mehrwertsteueramt;
5. die Handelsregisternummer;
6. eine Fotokopie des Zulassungsscheins jedes benutzten Fahrzeugs;
7. ein Schreiben, in dem für jedes Fahrzeug die in Artikel 4 bestimmten technischen Eigenschaften des Fasses und des Zubehörs angegeben sind.

**Art. 4.** Jedes Fahrzeug, das von einem zugelassenen Grubenentleerer benutzt wird, muß folgenden technischen Bedingungen genügen :

1. Es darf nicht zu der Kategorie der langsam fahrenden Fahrzeuge gehören, die in Artikel 1, § 2, Nr. 15 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur allgemeinen Regelung der technischen Bedingungen, denen die Kraftfahrzeuge und deren Anhänger genügen müssen, bestimmt sind;

2. Es muß mit einem dichten Faß mit einem Fassungsvermögen von mindestens sechstausend Litern ausgerüstet sein, das den im zweiten Absatz aufgeführten Bedingungen genügt.

Das Faß muß ausgerüstet sein mit :

1. einer seitlichen oder rückwärtigen Kontrollöffnung und einer Öffnung, durch die die Reinigung leicht erfolgen kann;
2. einem Inhaltsanzeiger;
3. einem oder mehreren Vakuumbrechern;
4. einem oder mehreren Überdruckventilen;
5. einem Vakuumpumpe;
6. einem Vierwegeschieber für das Ansaugen oder Entleeren.

**Art. 5.** Der Minister befindet über den Zulassungsantrag, der ihm vorgelegt wird, und stellt dem Grubenentleerer seinen Beschuß spätestens vier Monate nach dem Tag, an dem der Antrag bei der Verwaltung eingegangen ist, per Einschreiben zu.

Wenn er den Antrag ablehnt, wird sein Beschuß mit Gründen versehen.

Wenn der Beschuß nicht innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist zugestellt wird, gilt die Zulassung als erteilt.

**Art. 6.** Der zugelassene Grubenentleerer muß der Verwaltung unverzüglich jegliche Änderung eines der Punkte des in Artikel 3, Absatz 2 bestimmten Antrags melden.

**Art. 7.** Die Identität und die Anschrift des zugelassenen Grubenentleerers müssen auf den Fahrzeugen und Beförderungspapieren angegeben sein.

**Art. 8.** Der zugelassenen Grubenentleerer übergibt die Fäkalien an jede Kläranlage, die von einer zugelassenen Einrichtung für die Klärung bestimmt worden ist.

Die Aufbereitung ist kostenlos, wenn nur Fäkalien abgeladen werden.

**Art. 9.** Der zugelassene Grubenentleerer darf die Fäkalien einem Landwirt, der ein Düngepotential in Form von tierischen Ausscheidungen von höchstens zehn Großvieheinheiten hat, zur Düngung übergaben, wenn die Kläranlage, die dem Ort der letzten Entleerung am nächsten liegt, technisch nicht imstande ist, sie aufzunehmen.

Der Landwirt darf diese Fäkalien nur auf einer Fläche ausbreiten, die auf ein Drittel der Ackerfläche seines Betriebs begrenzt ist. Auf dieser Fläche darf er jährlich maximal zwanzigtausend Liter Fäkalien pro Hektar verteilen.

Das Ausbreiten der Fäkalien darf nur auf der Grundlage der von der Exekutive erlassenen Bestimmungen erfolgen; im allgemeinen ist es verboten, auf überschwemmten, gefrorenen, verschneiten Böden oder auf Böden mit einem Gefälle von mehr als 2 % Fäkalien zu verteilen.

**Art. 10.** In den für jedes Fahrzeug in zweifacher Ausfertigung ausgestellten Beförderungspapieren wird für jede Grubenentleerung folgendes angegeben :

- die laufende Nummer der mit dem Fahrzeug durchgeführten Entleerung, ausgehend von der ersten Entleerung des laufenden Quartals;
- den Namen und die Anschrift des Kunden, dessen Faulgrube entleert worden ist;
- das Volumen der Fäkalien;
- die Identität, die Funktion und die Unterschrift des Verantwortlichen, dem die Fäkalien übergeben worden sind, und die Anschrift des Ortes, wo sie abgeladen worden sind.

Die Beförderungspapiere werden im Fahrzeug aufbewahrt und nach jeder Entleerung ergänzt.

Am Ende eines jeden Quartals übermittelt der zugelassene Grubenentleerer der Verwaltung ein Exemplar der während des abgelaufenen Quartals ausgestellten Beförderungspapiere.

**Art. 11.** Die Zulassung kann zeitweilig aufgehoben werden, wenn das von Grubenentleerer benutzte Material den Bestimmungen von Artikel 4 nicht bzw. nicht mehr genügt, wenn der Grubenentleerer die Fäkalien nicht gemäß den in den Artikeln 8 und 9 vorgeschriebenen Verfahren beseitigt oder wenn er sich nicht an die in den Artikeln 6, 7 und 10 bestimmten Verpflichtungen hält. Im Wiederholungsfalle wird die Zulassung zurückgezogen.

Jeder Beschuß zur zeitweiligen Aufhebung oder zur Zurückziehung einer Zulassung wird mit Gründen versehen und dem Grubenentleerer per Einschreiben zugestellt.

**Art. 12.** Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 13.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. November 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft,  
den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

#### B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschüßen Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

#### A. VAN der BIEST

#### VERTALING

N. 91 — 1538

#### 22 NOVEMBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de regels inzake erkenning van beerputruimers

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 7 octobre 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging, inzonderheid op artikel 39;

Gelet op het decreet van 30 avril 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging, gegeven op 4 juillet 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1º « Minister » : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het Water behoort;

2º « Bestuur » : de Afdeling Water van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 2.** De Minister kan de erkenning toekennen aan elke beerputruimer die de bepalingen van dit besluit naleeft.

De erkenning wordt toegekend voor een periode van acht jaar. Na het verstrijken van die periode dient de beerputruimer een nieuwe erkenning aan te vragen.

**Art. 3.** De erkenningsaanvraag dient per aangetekende brief bij het bestuur te worden ingediend.

Die aanvraag omvat :

- 1º de identiteit en het rechtsstatuut van de aanvrager;
- 2º zijn woonplaats of het adres van de maatschappelijke zetel;

- 3° het adres van de gebruikelijke parkeerplaats van elk voertuig;
- 4° het inschrijvingsnummer in het BTW-register;
- 5° het inschrijvingsnummer in het handelsregister;
- 6° een fotocopie van het inschrijvingscertificaat van elk gebruikte voertuig;
- 7° een nota die voor elk voertuig de technische kenmerken van de tank en van de in artikel 4 bepaalde accessoires vermeldt.

**Art. 4.** Elk voertuig gebruikt door een erkende beerputruimer moet aan de volgende technische voorwaarden voldoen :

1° niet behoren tot de categorie van de langzame voertuigen bepaald in artikel 1, § 2, 15, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische voorwaarden waaraan de motorvoertuigen en hun aanhangwagens moeten voldoen;

2° voorzien zijn van een waterdichte tank met een inhoud van minstens zes duizend liter die voldoet aan de in de tweede alinea vermelde voorwaarden.

De tank moet uitgerust zijn met :

- 1° een lateraal of achteruitkijksgat alsmede met een opening die een vlotte reiniging mogelijk maakt;
- 2° een volumekaliber;
- 3° één of verschillende vacuümbrekerskleppen;
- 4° één of verschillende overdrukkleppen;
- 5° een vacuümpomp;
- 6° een vierwegafsluiter die de zuiging en de wegpersing mogelijk maakt.

**Art. 5.** De Minister beslist over de erkenningsaanvraag waarvan hij kennis neemt en betekent zijn beslissing per aangetekende brief aan de beerputruimer uiterlijk vier maanden nadat het bestuur de aanvraag heeft ontvangen.

In geval van weigering moet zijn beslissing met redenen omkleed zijn.

Bij gebrek aan betekening binnen de in artikel 1 vermelde termijn wordt de erkenning als toegekend beschouwd.

**Art. 6.** Elke wijziging van één van de elementen van de in artikel 3, tweede alinea, bepaalde aanvraag moet onmiddellijk door de erkende beerputruimer aan het bestuur worden medegedeeld.

**Art. 7.** De identiteit en het adres van de erkende beerputruimer moeten op de voertuigen en de vervoerdocumenten voorkomen.

**Art. 8.** De erkende beerputruimer stort het slijk in ieder door een erkende zuiveringsinstelling aangewezen zuiveringsstation.

Hij geniet van een kosteloze behandeling indien hij uitsluitend slijk stort.

**Art. 9.** Wanneer het zuiveringsstation dat het dichtst bij de plaats van de laatste lediging gelegen is, technisch niet in staat is dit slijk te ontvangen, wordt de beerputruimer ertoe gemachtigd het slijk onder de vorm van dierlijke uitwerpselen bestemd om verspreid te worden, aan een landbouwer te geven die een bemestend potentieel bezit dat kleiner dan of gelijk is aan 10 eenheden van groot vee.

De landbouwer mag dit slijk enkel verspreiden op één derde van de ploegbare oppervlakte van zijn bedrijf. Op die oppervlakte mag hij jaarlijks maximum twintig duizend liter slijk per hectare verspreiden.

Het verspreiden van slijk mag enkel gebeuren op basis van de door de Executieve vastgestelde bepalingen; het is over het algemeen verboden op overstroomde, bevroren en besneeuwde bodems of op een bodem waarvan de helling steiler is dan 2 %.

**Art. 10.** Een per voertuig en in tweevoud opgemaakt vervoerdocument vermeldt voor elk ledigingsoperatie :

- het ordenummer van de met het betrokken voertuig uitgevoerde operatie ten opzichte van de eerste operatie van het lopend kwartaal;
- de naam en het adres van de klant wiens beerput werd geleidigd;
- het slijkvolume;
- de identiteit, de functie en de handtekening van de verantwoordelijke aan wie het slijk werd overhandigd alsmede het adres van de stortplaats.

Het vervoerdocument wordt aan boord van het voertuig bewaard en na elke ledigingsoperatie ingevuld.

Aan het einde van elk kwartaal stuurt de erkende beerputruimer een exemplaar van de tijdens het vorige kwartaal opgemaakte vervoerdocumenten naar het bestuur.

**Art. 11.** De erkenning kan opgeschort worden indien het door de beerputruimer gebruikte materiaal niet of niet meer aan de voorschriften van artikel 4 voldoet, indien de beerputruimer het slijk niet overeenkomstig de in de artikelen 8 en 9 voorgeschreven middelen afvoert of indien hij de in de artikelen 6, 7 en 10 bepaalde verplichtingen niet in acht neemt. In geval van recidive wordt de erkenning ingetrokken.

Iedere beslissing houdende opschorting of intrekking van de erkenning is met redenen omkleed en per aangetekende brief aan de beerputruimer betekend.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 13.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Water behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie,  
KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Zaken belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST